



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 26 novembre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

---

#### **La Presse Canadienne, 26 novembre 2008 - L'OCDE prévoit la pire récession mondiale depuis 1980, le Canada n'y échappera pas**

L'économie canadienne se contractera d'un demi-point en 2009, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), mais elle pourrait rebondir légèrement dès l'année suivante avec une hausse du produit intérieur brut (PIB) d'un peu plus de deux pour cent. Dans un rapport publié mardi, l'organisation prévoit aussi, sans s'en alarmer, que l'Etat canadien et les provinces enregistreront des déficits budgétaires pour les deux prochaines années.

Très attendues, les dernières "Perspectives économiques de l'OCDE" sont particulièrement sombres, les experts du château de la Muette anticipant une récession mondiale "prolongée" et d'une ampleur "sans précédent depuis le début des années 80".

Malgré quelques disparités, la récession touchera, selon les économistes, l'ensemble des 30 pays membres de l'OCDE, dont l'économie se repliera de 0,4 pour cent en 2009. La "contraction" atteindra un point (0,9 pour cent) aux Etats-Unis et un demi-point (0,5 pour cent) dans les 15 pays membres de la zone euro.

Pour le Canada, le repli de l'activité noté au début de 2007 continue donc à s'amplifier, tandis que la production se tasse depuis août dernier, signale l'OCDE.

"La nette dégradation de la situation sur les marchés financiers mondiaux, l'atonie généralisée de l'économie américaine et la baisse des produits de base accentuent le fléchissement des exportations et pèsent sur les dépenses extérieures ", explique l'organisation, en précisant que cette situation débouchera sur l'apparition de "petits déficits dans certaines provinces, sinon au niveau fédéral."

"Les administrations publiques devraient afficher un solde déficitaire pouvant aller jusqu'à 1,7 pour cent du PIB d'ici 2010", estime l'OCDE.

Les économistes ne s'inquiètent pas trop, cependant, de ce résultat "en grande partie conjoncturel". Cela "n'a rien d'alarmant et laisse une marge de manoeuvre pour parer à toute éventualité", disent-ils, tout en soulignant la nécessité de "plafonner les augmentations de dépenses discrétionnaires".

Tout n'est pas noir dans les perspectives de l'OCDE, qui fait remarquer que le secteur bancaire canadien et celui de l'immobilier résidentiel "se portent relativement bien".

Les pressions inflationnistes étant par ailleurs atténuées, notamment par la baisse des prix des marchandises, la Banque du Canada peut poursuivre une politique expansionniste et maintenir ses taux à la baisse, suggèrent les experts.

Michel Dolbec

\*\*\*\*\*

### **Le Journal de Montréal, 26 novembre 2008 - Forte hausse des demandes**

En une seule année, les familles sont passées de 41 à 54 % de la clientèle dans les banques alimentaires de Montréal. «C'est énorme, lance Johanne Thérout, directrice générale de Moisson Montréal. Ça représente 36 000 enfants, soit 3 000 de plus que l'an passé.» Le gouvernement est encore loin de comprendre ce que provoquera la crise économique sur les individus, estime Mme Thérout.

«Il tente encore d'envisager les impacts sur les entreprises, dit-elle. Il ne s'est pas encore attardé aux impacts de la crise sur les individus, même si les solutions sont à portée de main.» Une mesure positive qui pourrait être mise en place tout de suite, selon Mme Thérout, est l'abolition du délai de deux semaines avant qu'un

chômeur puisse recevoir de l'assurance-emploi.

Hier en chambre, la ministre fédérale des Ressources humaines, Diane Finley, est venue couper court aux espoirs de Mme Théroux. «Il y a toujours une période de délai parce qu'il faut s'assurer que les gens seront mis à pied pour plus d'une semaine, c'est nécessaire», a-t-elle affirmé.

### **Au gouvernement d'agir**

Les représentants des banques alimentaires de tout le pays étaient à Ottawa hier pour présenter le Bilan faim 2008 et réclamer l'aide du gouvernement. En ces temps de crise, ils demandent une stratégie fédérale de réduction de la pauvreté. Travailleurs, enfants, familles et personnes âgées qui ne mangent pas à leur faim sont en augmentation presque partout au pays en 2008.

«Cette tendance est troublante, mais logique, explique Jean Pigeon, porte-parole de Banques alimentaires Canada. «On apprend chaque semaine la fermeture d'une usine. Les gens se trouvent parfois un emploi dans le secteur des services, mais avec un salaire deux fois moindre.»

### **Les canadiens ont faim**

14,5 % des personnes aidées par les banques alimentaires en 2008 étaient des travailleurs. C'est un sommet.

Chaque mois, 704 414 Canadiens, y compris 112 000 à Montréal seulement, ont recours à une banque alimentaire, dont 37 % sont des enfants.

42 % des banques alimentaires au Canada ont vu une augmentation de la clientèle en 2008.

Le Québec, avec une augmentation de 3,3 %, présente la plus forte hausse d'utilisation des banques alimentaires au pays.

En mars 2008, 3 091 777 repas ont été servis par des soupes populaires. Ça représente une augmentation de 32 % par rapport à 2007.

Mathieu Bélanger

\*\*\*\*\*

**La Presse, 26 novembre 2008 - Ottawa prêchera par l'exemple**

Le ministre des Finances Jim Flaherty maniera la hache demain lorsqu'il fera la mise à jour économique et financière du pays à la Chambre des communes.

Désirant prêcher par l'exemple en ces temps de difficultés économiques, le ministre annoncera une série de mesures visant à réduire les dépenses dites discrétionnaires du gouvernement fédéral. Les députés et ministres, de même que les hauts fonctionnaires, seront visés par plusieurs de ces mesures, a confirmé hier un stratège conservateur sous le couvert de l'anonymat.

Résultat: les salaires des députés, les frais de déplacement, les pensions des élus, les subventions versées aux partis politiques par l'État pourraient être dans la ligne de mire du grand argentier du pays dans cette première vague de compressions visant à limiter les dépenses du gouvernement, a-t-on laissé entendre hier.

«Nous allons prêcher par l'exemple. La situation économique est très difficile. Ce ne sera plus business as usual à Ottawa. Tout le monde devra se serrer la ceinture ici», a certifié le stratège conservateur pour illustrer la situation difficile dans laquelle se retrouve maintenant le gouvernement fédéral à cause de la récession mondiale qui frappe de plein fouet.

Le stratège a refusé de préciser le montant total des réductions que contemple le gouvernement Harper au cours des prochaines années. Mais il a rappelé que les libéraux avaient promis de trouver 12 milliards de dollars d'économies durant la dernière campagne électorale.

«Le gouvernement est prêt à écouter les propositions des partis de l'opposition. Tout le monde doit faire sa part. C'est bien beau pour certains politiciens de faire la leçon, mais maintenant l'heure de vérité est arrivée», a dit le stratège.

M. Flaherty fera sa mise à jour économique et financière demain, quelques jours après avoir dit que le Canada tombera vraisemblablement en récession à partir du dernier trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009.

Le ministre fera également le point sur la marge de manoeuvre dont dispose Ottawa alors que les trois partis de l'opposition, certaines provinces et plusieurs économistes multiplient les pressions sur le gouvernement Harper pour qu'il annonce rapidement de nouvelles mesures pour stimuler la croissance économique et redonner confiance aux consommateurs, qui a atteint son niveau le plus bas depuis les récessions de 1990 et 1980.

De passage à Toronto, lundi, M. Flaherty a indiqué qu'il annoncera un train de mesures dans son prochain budget au début de la prochaine année.

Aux Communes, hier, M. Flaherty a de nouveau refusé de devancer le calendrier de son budget malgré les appels répétés des partis de l'opposition.

Il a toutefois indiqué que le gouvernement Harper fera «ce qui est nécessaire pour protéger les familles canadiennes, les individus, les entreprises» en cette période de crise économique.

Il a aussi affirmé que plusieurs mesures avaient été adoptées en 2006 et en 2007, dont les réductions d'impôts et de la TPS et la hausse des dépenses dans les projets d'infrastructures, pour soutenir la croissance économique.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est montré cinglant à l'endroit des conservateurs pour leur refus d'agir maintenant avant que la crise ne s'aggrave.

«Le premier ministre a déclenché des élections en invoquant la crise économique comme excuse. Pendant la campagne électorale, il s'est acharné à répéter qu'il n'y avait ni déficit à l'horizon, ni menace de récession. Aujourd'hui, il admet qu'il y aura un déficit dans son prochain budget et que la récession est bel et bien à nos portes. Le premier ministre peut-il nous expliquer pourquoi il était urgent d'aller en élections à cause de la crise économique, alors que maintenant ce n'est plus si urgent d'agir pour contrer cette même crise économique?» a lancé M. Duceppe.

«Les gens ne peuvent pas attendre sur un discours et des actions dans quelques mois. La crise frappe maintenant. L'industrie automobile est en déroute, mais le gouvernement ferme les yeux. Les gens perdent leur emploi, mais l'assurance emploi n'est pas là pour eux et leur famille quand ils ont besoin», a pour sa part affirmé le chef du NPD, Jack Layton.

En point de presse après la période de questions, le chef bloquiste Gilles Duceppe a soutenu qu'il y a moyen de réduire les dépenses à Ottawa sans toucher aux programmes essentiels comme les paiements de péréquation versés aux provinces. Il ne croit pas non plus que le salaire des députés est trop élevé.

«Ça a été décidé par des groupes indépendants et je pense que les salaires sont corrects. C'est un job exigeant », a-t-il dit aux journalistes.

Joël-Denis Bellavance

\*\*\*\*\*

## **AFP, 25 novembre 2008 - Progression du chômage en 2008**

Le nombre de prestataires de l'assurance-emploi a diminué au Canada en septembre dernier par rapport aux données du mois d'août.

Selon Statistique Canada, 480 370 Canadiens touchaient des prestations d'assurance-emploi en septembre dernier, soit 5080 de moins (-1 %) qu'en août. La somme des prestations versées, elle, a cependant augmenté de 5,5 % pour atteindre 772,4 millions de dollars en septembre dernier.

La situation est par contre beaucoup moins reluisante si on tient compte de l'ensemble des données de la dernière année. En effet, le nombre de Canadiens qui touchent des prestations de chômage a bondi de 13 100, soit de 3,9 %, entre septembre 2007 et septembre 2008.

Sur le plan provincial, c'est en Ontario et en Colombie-Britannique qu'on a observé les plus importantes hausses du chômage au cours de la dernière année.

En Ontario, les prestataires de l'assurance-emploi ont augmenté de 14 % au cours de la période particulièrement dans les villes d'Oshawa et de Windsor, où les taux de chômage ont bondi respectivement de 96,4 % et 30,4 % à la suite des déboires de l'industrie automobile.

Au Québec, le nombre de prestataires d'assurance-emploi a baissé de 4,2 % d'août à septembre pour s'établir à 155 500. Le nombre de prestataires a aussi baissé dans la province de 3,4 % au cours de la dernière année en données désaisonnalisées.

C'est cependant en Saskatchewan que le chômage a le plus reculé au cours de la dernière année. Statistique Canada y a enregistré une baisse de 8,5 % des prestataires d'assurance-emploi.

\*\*\*\*\*

## **La Presse Canienne, 25 novembre 2008 - Le nombre de prestataires ordinaires d'assurance-emploi diminue**

Le nombre de prestataires ordinaires d'assurance-emploi a baissé de 5080 ou de 1,0 pour cent en septembre par rapport à août au Canada pour s'établir à 480 370, a rapporté Statistique Canada, mardi, précisant toutefois que les prestations

ordinaires versées ont augmenté de 5,5 pour cent pour totaliser 772,4 millions \$ au cours du mois.

Par rapport à septembre 2007, le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'est accru de 13 100, ou de 3,9 pour cent.

A l'échelon provincial, l'Ontario (+14,0 pour cent) et la Colombie-Britannique (+11,2 pour cent) ont affiché les plus importantes hausses d'une année à l'autre du nombre de prestataires ordinaires d'assurance-emploi. Ces augmentations ont été partiellement effacées par des baisses observées dans d'autres régions au pays. Au Québec, entre septembre 2007 et septembre 2008 une baisse de 3,4 pour cent du nombre de prestataires a été observée. Au Nouveau-Brunswick, aucune variation n'a été enregistrée.

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 25 novembre 2008 - Ottawa doit accélérer ses dépenses même si le déficit croît, selon un groupe**

Le gouvernement fédéral doit profiter de sa situation financière solide pour accélérer ses dépenses l'an prochain, même si cela entraîne une montée en flèche du déficit, soutient le Centre canadien de recherche en politiques de rechange.

Le groupe d'experts de gauche dévoile mardi son "budget fédéral de rechange", comportant une série de perspectives, dont l'augmentation du déficit à 28 milliards \$ l'an prochain, soit le double de la pire hypothèse envisagée par le directeur parlementaire du budget, la semaine dernière.

Ce montant est une estimation de ce qui se produirait si l'économie canadienne plongeait dans une profonde récession l'an prochain - un scénario qui n'est plus du tout invraisemblable, selon certains économistes.

Mais même si cela devait se produire, la pire attitude, pour le ministre des Finances Jim Flaherty, serait de faire preuve d'une trop grande timidité, ou d'appliquer des mesures moins efficaces, comme des baisses d'impôt, selon le groupe. La véritable question n'est pas de savoir si le gouvernement fédéral devrait déclarer un déficit, mais de quelle taille devrait être ce déficit l'an prochain, affirme l'économiste Marc Lee.

Pour stimuler l'économie, le centre recommande notamment à Ottawa de lancer un audacieux programme de dépenses d'infrastructures "vertes" pour des projets

comme le transport urbain.

Une telle initiative correspond à l'analyse actuelle du gouvernement et plusieurs économistes du secteur privé prônent une approche analogue.

Le groupe recommande aussi d'améliorer les prestations d'assurance-emploi, et de faire en sorte que la Société canadienne d'hypothèques et de logement offre un refinancement aux propriétaires de maisons ayant de la difficulté à payer leur hypothèque.

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 25 novembre 2008 - Pas de plan détaillé lors de la mise à jour dit Flaherty, le Bloc en propose un**

Si les conservateurs encouragent l'opposition à proposer des idées sur les façons de relancer l'économie, ils n'entendent pas mettre à profit ces suggestions de sitôt, puisque la mise à jour économique que doit présenter le ministre des Finances, Jim Flaherty, jeudi ne sera pas accompagnée de mesures précises.

A 72 heures de cet énoncé économique, les partis d'opposition ont dénoncé d'une même voix l'intention de M. Flaherty d'attendre au budget, prévu vers février ou mars 2009, pour mettre de l'avant un plan ciblé pour juguler la très probable récession "technique" à venir.

Cette confirmation du ministre des Finances est survenue le jour même de la présentation par le Bloc québécois de son plan de relance de l'économie suggérant l'injection de 23 milliards \$ pour les deux prochaines années.

Les députés bloquistes ont dit croire qu'ils seront entendus par le gouvernement conservateur cette fois, puisque, soulignent-ils, c'est le premier ministre Stephen Harper lui-même qui en Chambre a indiqué aux partis d'opposition qu'il attendait avec impatience leurs suggestions.

Ils devront cependant attendre avant de voir si leurs propositions seront retenues par le gouvernement.

"Attendre jusqu'en mars, c'est d'être à la remorque. Pendant que d'autres (pays) verront leur économie repartir mieux équipée, le Canada sera en retard", a lancé le chef bloquiste, Gilles Duceppe, qui presse le gouvernement d'agir sans délai.

"Il me semble que M. Flaherty et M. Harper ne comprennent pas l'urgence de la situation", a renchéri le chef néo-démocrate Jack Layton.

Les députés du Parti libéral du Canada (PLC) attendent pour leur part que M. Flaherty ait dévoilé sa mise à jour pour lui soumettre leur propre liste de suggestions.

"Nous allons attendre et voir la sévérité de ce que les livres nous révèlent, jeudi (...) avant de faire des suggestions larges", a indiqué le porte-parole libéral en matière de Finances, John McCallum.

"Je veux avoir les faits avant de me prononcer là-dessus. Mais je dirais qu'il y a certainement plusieurs choses que le Canada pourrait faire et n'a toujours pas faites, sans pour autant accroître le déficit", a-t-il poursuivi.

Selon M. Flaherty, plusieurs actions ont déjà été entreprises par le gouvernement pour s'assurer de la bonne santé de l'économie du pays.

### **Plan du Bloc**

Le plan du Bloc dévoilé lundi matin prédit que le gouvernement affichera un surplus de 3,8 milliards \$ cette année, mais un déficit "conjoncturel" d'un milliard de dollars pour l'année prochaine. Le fédéral pourrait à nouveau engranger un surplus dès 2010-2011, selon les estimations bloquistes.

"On ne veut pas de déficit structurel, mais on est tout à fait ouvert à un déficit conjoncturel (...). Si on ne s'attaque pas à la situation maintenant, les déficits vont être beaucoup plus importants dans le futur", a indiqué le leader parlementaire du Bloc, Pierre Paquette, en point de presse.

Le plan de relance "en trois volets" du Bloc québécois propose des mesures pour venir en aide aux entreprises et aux particuliers, tout en avançant des mesures qui ne "coûteraient rien", comme l'abolition du délai de carence de deux semaines pour les nouveaux chômeurs souhaitant toucher l'assurance-emploi.

L'une des mesures phares du plan bloquiste s'appelle le "Fonds Corvée modernisation", un fonds qui verserait 20 cent aux entreprises pour chaque dollar investi pour l'achat de matériel de production.

L'idée, a avancé M. Paquette, est non seulement de stimuler l'investissement des entreprises, mais également de s'assurer d'une bonne productivité une fois la période d'incertitude économique passée.

"Si les autres (pays) continuent à investir, et que nous n'investissons pas, quand la reprise va être au rendez-vous, ça va vouloir dire que les entreprises canadiennes et québécoises vont être moins compétitives qu'elles ne l'étaient avant la crise économique et financière", a-t-il poursuivi.

Le Bloc souhaite aussi notamment la création d'un fonds de développement du logement abordable, une hausse du supplément au revenu garanti pour les aînés, un programme de remise de 4000 \$ pour l'achat d'une voiture verte et un fonds pour la rénovation écoénergétique des maisons. Il demande également une quinzaine de mesures destinées spécifiquement à soutenir les industries forestière et manufacturière.

Les députés du Bloc suggèrent de financer ces programmes en mettant fin aux paradis fiscaux et aux privilèges des pétrolières, en puisant dans les actifs financiers du gouvernement et en diminuant les dépenses bureaucratiques des ministères fédéraux.